VILLE DE PAMIERS

24-052 - GS/PN

Admission provisoire en soins psychiatriques

Délégation de signature du Maire à Monsieur BOCAHUT Fabrice

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES MUNICIPAUX

Maire de la Commune de PAMIERS.

Vu que la faculté de prononcer une mesure provisoire d'hospitalisation est une compétence de police municipale qui appartient de plein droit au Maire en sa qualité de représentant de l'Etat, conformément aux dispositions des articles L.2212-1 et L.2212-2 (6°) du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L.3213-2 du Code de la santé publique ;

Considérant la délégation de signature du Maire accordée à Monsieur BOCAHUT Fabrice, 5^{ème} adjoint au Maire, dans le cadre d'une admission provisoire en soins psychiatriques, lors de l'astreinte instaurée à la Mairie de Pamiers;

ARRETE:

<u>Article 1er</u>: Madame Frédérique THIENNOT, Maire de Pamiers, accorde sa délégation de signature à Monsieur BOCAHUT Fabrice, 5^{ème} adjoint, durant la période d'astreinte instaurée au sein de la Mairie de Pamiers.

Article 2: La délégation de signature porte sur les mesures provisoirement nécessaires à prendre à l'égard des personnes atteintes de troubles mentaux, dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes, ou la conservation des propriétés.

<u>Article 3</u>: Le présent arrêté sera transmis à l'intéressé et prendra effet dès qu'il sera exécutoire.

<u>Article 4</u>: Le présent arrêté est inscrit au registre des arrêtés municipaux.

Article 5: Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal administratif de Toulouse sis 68 rue Raymond IV – BP 7007-31068 TOULOUSE CEDEX 7 qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans un délai de deux mois, à compter de la présente publication ou de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

Flamiers, le 22 janvier 2024

SEMANO

Fait en l'Hôtel de Ville, le vingt-deux janvier deux mille vingt-quatre Pour extrait conforme au registre

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte le après transmission en Préfecture EV. 2024 après publication le 2 3 JAN. 2024

Accusé de éception en préfecture 20 2 10002250-20240122-24_17093-Al de l'étransmission : 02/02/2024 Date de réception préfecture : 02/02/2024